

Quelle situation en France

d'aujourd'hui ?

4 - LA CRISE ECONOMIQUE : LES CONSEQUENCES SOCIALES

Les jours ne passent sans incidents :  
" Le verrouillage qui s'est fait au sein de  
de nombreuses associations de travailleurs plus ou moins larges de  
France " (Les Internationales)  
" L'union syndicale ne veut pas signer un programme qui  
renonce à ses principes et qui démentirait son rôle de classe  
et de lutte contre les effets de la crise économique. Au contraire  
elle veut continuer à lutter, à faire passer dans l'ordre  
de la journée " (Le Parti Communiste - Fédération : I.A.I.A.)  
Le Parti Communiste français avait chargé la commission  
de la situation de la classe ouvrière de faire un rapport sur  
la situation de la classe ouvrière en France.

# LA CAUCHE

## AU POUVOIR ?

# QU'EST - CE QUE

## ÇA VEUT DIRE POUR

LES TRAVAILLEURS ?

# LES TRAVAILLEURS ?

La situation de la classe ouvrière en France est  
de plus en plus grave. Les travailleurs doivent  
se battre pour leur survie. Le Parti Communiste  
appelle à l'unité de la classe ouvrière.  
Le Parti Communiste français a lancé un appel  
à la classe ouvrière de France pour qu'elle  
se batte contre la crise économique et sociale.  
Le Parti Communiste français a lancé un appel  
à la classe ouvrière de France pour qu'elle  
se batte contre la crise économique et sociale.

# Quelle situation en France aujourd'hui ?

## A - LA CRISE ECONOMIQUE ; SES CONSEQUENCES SOCIALES .

Les journaux patronaux sont unanimes :

" Le vainqueur quel qu'il soit ne peut pas ne pas prendre de mesures impopulaires contre des catégories plus ou moins larges de français ." ( Les Informations )

" Aucun candidat ne saurait plaquer un programme aux générosités électorales sur une économie qui doit subir de plein fouet et dans ses comptes les effets de la crise économique. Au lendemain des élections et quelqu'en soit l'issue, il faudra retomber dans l'ornière de l'effort." ( B. Hartemann ; La Vie Française - L'Opinion ; II/4/74 )

Le dernier gouvernement Messmer avait chargé le commissariat général au plan d'établir toutes les conséquences de toutes natures de la crise pétrolière sur l'économie française. Le rapport Montjoie de cette commission est clair : il y a nécessité d'un blocage temporaire des prix et des revenus. Pour mieux contrôler les salaires, la loi sur les conventions collectives devrait être notamment modifiée. Pas d'autre solution non plus qu'une politique nettement déflationniste avec coupe sombre dans les programmes de dépenses publiques, seuls quelques postes budgétaires doivent être à tout prix sauvegardés tels que l'emploi et les recherches sur l'énergie.

Liée au rétablissement de l'équilibre commercial extérieur, la maîtrise de la demande interne est une préoccupation constante de la politique économique préconisée par ce rapport. Les dépenses de consommation qui constituent la plus grande part de cette demande devront croître de manière nettement modérée. Les mesures concernant l'épargne la fiscalité, et les revenus devraient contribuer à cette modération. Pour rééquilibrer la balance du marché extérieur, il y a nécessité de transformer le secteur productif français des biens de consommation en biens d'équipement. Face au chômage que ne manquera pas d'entraîner la restructuration du secteur productif, et aux jeunes qui arrivent sur le marché du travail, la réduction du temps de travail aux 40 heures hebdomadaires, est préconisée par la commission.

( D'après la vir française du II/4/74 )

## B - MOUVEMENT SOCIAL ET CRISE POLITIQUE.

Du côté des politicards de la majorité post-gaulliste, c'est la crise. Une cascade de scandales plus crapuleux les uns que les autres démontre le vrai visage de la mafia au pouvoir. A peine la baudruche Pompidou est-elle dégonflée que les appétits de pouvoir se montrent au grand jour. Les vautours Chaban, Giscard, Royer se ruent sur la dépouille de l'ex majorité gaulliste. C'est déchirée, en haillons, que la droite se présente aux suffrages du premier tour des présidentielles le 5/5/74.

L'unité des partis réformistes de gauche ( des radicaux socialistes au PSU compris ) ne doit pas faire oublier que c'est sur le terrain de la lutte des classes, dans les entreprises, dans les quartiers, que se sont produit les mouvements essentiels.

Lip, Cerizay, ... les travailleurs occupent les usines, produisent pour leur propre compte, mettant en pratique l'auto-gestion des luttes, l'auto-organisation des travailleurs.



Banques, Savien, les employés se battent pour des augmentations uniformes remettant en cause la hiérarchie dans l'entreprise.

Lanzac, armée, avortement/contraception, de larges couches de la population contestent l'ordre social établi.

C'est selon le double aspect de cette crise économique et sociale qu'il convient d'envisager les propositions de la gauche, ce que cela peut permettre aux patrons, et ce que cela signifie réellement pour la classe ouvrière.

## Ce que propose la GAUCHE

### A - LA GERANCE MOMENTANEE DU SYSTEME ECONOMIQUE CAPITALISTE.

Face aux déchirements de la majorité en cette période post-gaulliste, la crédibilité que la gauche possède auprès des travailleurs et des couches les plus touchées par la crise, en font la championne d'une gestion momentanée du capital.

Les trois étapes du plan économique de Mitterrand, illustrées par les citations ci-après. ("options socialistes"), montrent bien l'intention de la gauche: gérer la crise sans plus.

Le pari de la gauche en matière d'économie mérite notre attention. Essentiellement pour voir en quoi ce programme économique peut répondre momentanément aux difficultés du capital.

I) Les finesses du pari économique de la gauche (vu par les spécialistes du P.S.)

- par rapport à l'inflation: nécessité de définir une politique de la demande (c'est à dire de la consommation des ménages), une politique monétaire, une politique des prix qui reposent (c'est toute la finesse) sur les "chocs psychologiques" liés "à l'appui populaire puissant qui aura porté la gauche au pouvoir."

Exemple du fonctionnement du "choc psychologique" à propos de la politique de la demande.

La consommation des ménages est fonction des revenus qui rentrent dans le ménage et de l'épargne réalisée par le ménage. Mais le revenu est modulé par la durée du temps de travail, l'âge de la retraite et l'intensité du travail effectué (cadences). Ainsi: "La limitation du temps de travail suivant un calendrier ramenant aux 40 heures ne serait pas sans effet - par exemple sur l'absentéisme - L'impact psychologique d'une sorte de Grenelle à froid serait dans les conditions actuelles précieux."

D'autre part, il faut obtenir une croissance rapide de l'épargne populaire " pour limiter la pression sur la consommation et financer les investissements."

- par rapport à la monnaie: moins de miracle, mais il faut favoriser la politique de crédit par le biais des nationalisations de l'appareil bancaire. Ici le programme de la gauche se heurte au capital privé: "Elles posent (les nationalisations) le principe d'une mainmise de l'état sur tout les centres de décisions financiers. Complétées par la refonte des principaux organismes de crédits spécialisés, elles donneraient pratiquement à l'état les moyens de contrôler et d'orienter la quasi totalité des investissements du pays."

(déclaration du club des grandes entreprises françaises dans Vie française du 11/4/74)

" Le socialisme, c'est un moyen de mieux gérer l'économie ,aujourd'hui paralysée par le népotisme et la technocratie, de redonner un dynamisme au secteur privé."

( Guilloud. Cadre supérieur de Socialisme et entreprise, association qui regroupe les cadres sympathisants du parti socialiste)

" Nous ne sommes pas contre le profit, nous disons simplement que le profit ne doit pas être le maître du jeu."

(Mitterrand - Congrès du PS - Mutualité -)

" La gauche répond à votre souci de rigueur économique, tout en maintenant , comme vous le souhaitez, la liberté d'initiatives pour les entreprises."

(Bérégovoy, dirigeant du P.S. s'adressant aux cadres.)

" Chacune de vous, chacun de vous à le choix entre une grande réussite nationale et la crise. Vous pouvez aujourd'hui vous saisir d'une chance sérieuse pour que la France aille sûrement raisonnablement vers la réussite."  
( Humanité Dimanche du 17/23//4/74)

"Nous sommes dans une économie de marché, et il serait illusoire d'imaginer que la France actuelle du marché commun, qui fait partie d'un certain monde occidental, dans un circuit d'échanges, que chacun peut décrire, il soit possible d'imaginer votre grand soir."  
( Mitterrand à RTL le 22/4/74.)

" OPTIONS SOCIALISTES ! "



On voit se profiler ici l'opposition entre capital privé et capital d'état.

- par rapport aux prix: il faut assurer le blocage des prix de détail des produits de première nécessité avec parallèlement le soutien des agriculteurs petits et moyens. Ce blocage des prix, qui limiterait les hausses à venir sur ces produits aux hausses des prix de revient, grâce au "choc psychologique" qui l'accompagne (celui du contrôle des étiquettes par le consommateur) "peut permettre de casser le processus cumulatif de hausse et modifier le comportement des divers agents économiques pervers."

La conclusion de l'article dont sont tirées ces citations ( "L'enjeu" de G. Perrimond, L'unité 12/4/74) est:

" La vraie logique d'une économie différente réside dans la réorientation de la croissance et dans la maîtrise des mécanismes actuels du système économique."

En bref, ce qui est nécessaire au capital pour assurer sa transformation et sa survie.

En résumé ce que propose la gauche, c'est une gestion plus sûre, plus huilée du système économique actuel, allant dans le sens des conclusions du rapport Montjoie:

- réorienter la croissance;
- favoriser la productivité, l'épargne, les investissements
- supprimer les secteurs archaïques du capital français ("les pervers")

2) L'originalité du programme de la gauche c'est de faire l'économie d'un Grenelle à chaud. (A chaud, les patrons sont toujours davantage pris à la gorge et cèdent d'autant plus.) A froid donc, et grâce à cette série de "chocs psychologiques" (liés à la confiance d'une large partie des travailleurs pour les organisations réformistes P.C., P.S., PSU et donc pour leurs représentants au gouvernement) les réformes de structures du capitalisme dans cette période de crise conjoncturelle peuvent s'envisager assez favorablement pour une partie des représentants du capital. Le gouvernement de gauche est le seul à pouvoir envisager de réliser sans trop de heurts l'union sacrée de tous les français face à la crise. C'est ainsi que s'exprime P. Marcilhacy dans un article du Monde (17/4/74) intitulé: "Sortir de la crise": "Un jour ou l'autre, il faudra bien nous dégager de l'impasse dans laquelle nous a conduit la majorité présidentielle d'hier et le plus tôt sera le mieux si on veut éviter une vraie révolution. En effet, pour sortir de la crise, le gouvernement, quel qu'il soit devra imposer au pays et notamment aux moins riches qui sont - hélas - les premiers à souffrir des sacrifices. Ceux ci ne seront acceptés que si les moins riches voient à la tête de l'état un homme qu'ils auront eux mêmes choisi." Plus loin, il laisse entendre que ce quelqu'un ce ne peut être que Mitterrand!

Ainsi, la gauche au pouvoir réaliserait ce tour de passe passe qui consiste a- à faire croire aux travailleurs qu'elle va durablement et qualitativement changer leur condition,

- b- s'assurer de l'union des français face à la crise,
- c- réaliser en fait la domination du capital.

3) Un exemple de cette supercherie est fort bien décrit par un journaliste de Libération (A. Faire Libération du 22/4/74). Concernant la réduction des inégalités: "Mitterrand se propose de s'y attaquer par une réforme fiscale: lutte contre la fraude, révision de l'impôt sur l'héritage, taxe sur les très grosses fortunes. Ajoutons y même un impôt sur le revenu, plus progressif, qui compenserait la baisse du taux de la TVA sur les biens essentiels. On touche là aux revenus des riches, aux profits distribués sous forme de dividendes, à la

SONDAGE

La vie  
française  
l'opinion

25/4/74

consommation des capitalistes en tant qu'individus Les PDG auraient plus de mal à acheter une Citroen Maserati ou un yacht. Mais si les sociétés distribuent moins de dividendes, elles pourront camoufler les hauts salaires en gonflant les frais généraux qui paieront le yacht du PDG."

En fait, il s'agit d'avoir l'air de faire payer les riches sans toucher au profit, à l'exploitation capitaliste qui le permet, à l'accumulation capitaliste, aux rapports de production, a tout ce qui fait que ce sont les travailleurs qui font toujours les frais de l'organisation actuelle du travail.

B - GARANTIR L'ORDRE SOCIAL

56% des membres de la majorité admettent sans problème qu'ayant voté pour Chaban ou Giscard, ce soit l'autre qui soit candidat du deuxième tour et qu'il devienne président.

Mais 23% refusent de s'incliner.

9% préféreraient voter Mitterrand en avançant comme argument: "C'est un capitaliste déguisé... Un vrai bourgeois, rien à craindre... Il est assez malin pour se débarrasser des communistes...il fera une politique de droite ! "

Pour être crédible et obtenir la gestion du capital, la gauche doit assurer l'ordre social. Pour cela elle dispose de deux atouts: les syndicats et partis dits "ouvriers" qui ont encore une grande influence sur une large partie de la classe ouvrière.

1) Les syndicats. Comment ils conçoivent leur rôle en cas de victoire de la gauche:  
- FEN: (Marangé) "Mais il est évident que nous ne mettrons pas le couteau sous la gorge à un gouvernement de gauche. Nous préconiserions un calendrier, une recherche des priorités. Bref nous jouerions le succès de sa politique."

(Nouvel observateur 13/4/74)

- FO : (Bergeron) "Cela dit, ce n'est pas nous qui chercherons à compliquer

la tâche d'un gouvernement de gauche. Nous savons combien il lui sera difficile de faire face à la situation économique et nous ne réclamerons pas "tout tout de suite". Nos militants ne défileront pas en criant : "Mitterrand à l'action". "

(Nouvel observateur 13/4/74)

- La CGT va même plus loin: pour Seguy (interview au Figaro) : le programme commun "recèle un net pouvoir de stimulation des énergies productives et créatrices"... les travailleurs apprécieront cela d'autant plus que plus loin on peut lire:

" L'intérêt des travailleurs qui se confond avec l'intérêt national est lié à la réussite de l'expérience de la gauche. Il serait paradoxal

qu'après avoir tant lutté pour son succès nous risquions de la compromettre par des exigences démagogiques." Ainsi, il ne manque pas un bouton de guêtre aux syndicats pour encadrer la classe ouvrière afin que la légalité bourgeoise

et l'exploitation patronale demeurent.

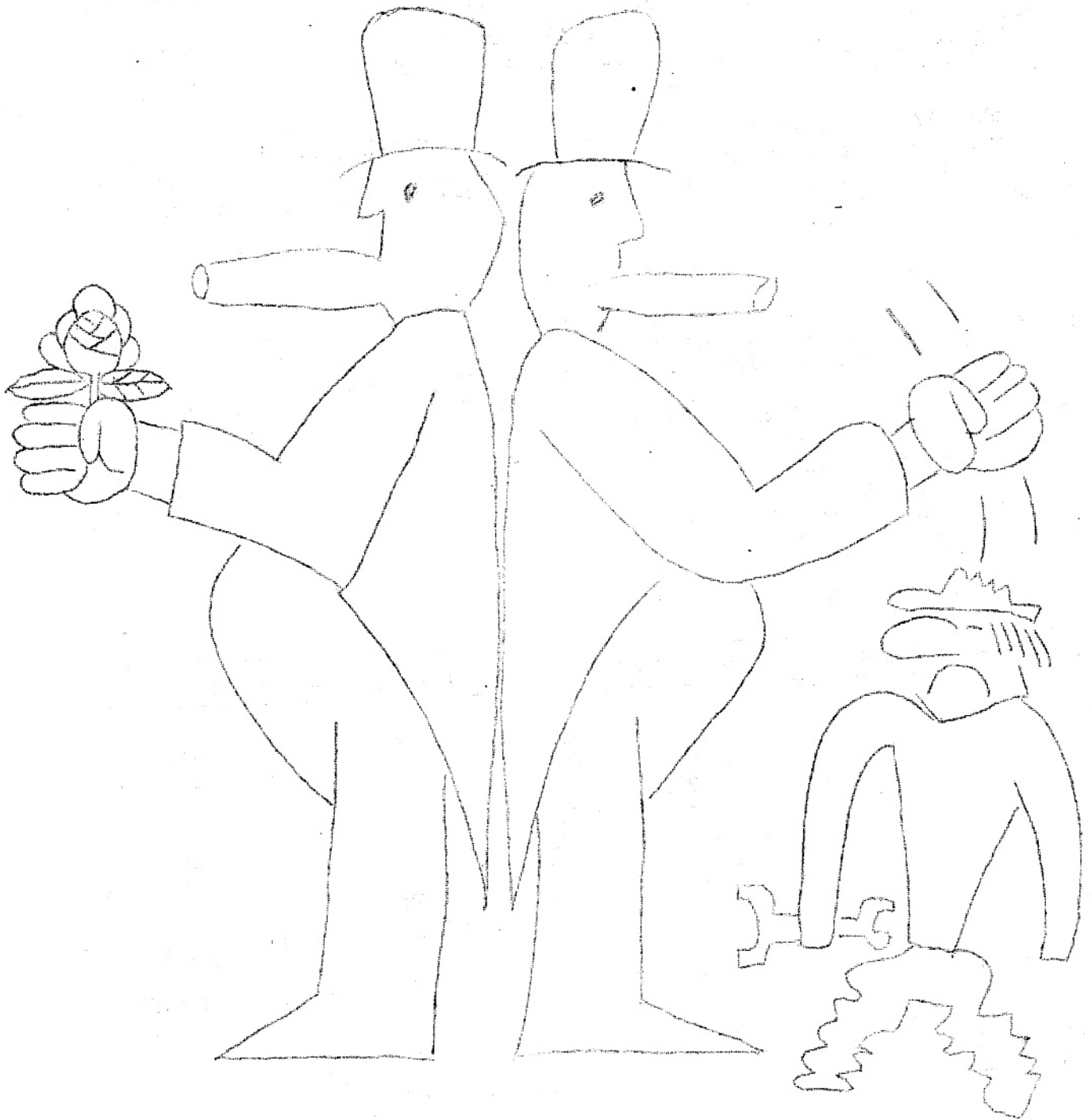
2) Les partis. Et du côté des partis de gauche, qu'en est-il ?

- P.C.: "Les ouvriers travailleraient davantage s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils ont confiance." (Marchais Janvier 73)

- P.S.: "Si un candidat de la majorité sortante était élu, de graves troubles sociaux risqueraient de se produire. Si au contraire F. Mitterrand l'emporte, l'ordre républicain, la paix sociale seraient assurés, les finances publiques, la monnaie seront défendues, l'économie se développera sans à coup." (Deferre; Le Provençal du 25/4/74)

"La présence des communistes au gouvernement n'est pas un danger. Je dirais même que c'est une nécessité si nous voulons appliquer un gouvernement de gauche sans qu'il y ait de troubles ou de grèves." (Deferre 22/I/73)

- Quand au PSU, il brade la lutte de classe pour un strapontin ministériel.



LES PATRONS SONT PRETS POUR UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE !



# Pour en finir avec la légende de la gauche au pouvoir:

## 3 exemples

### A - LES CONDITIONS DE L'ARRIVEE DU FRONT POPULAIRE EN ESPAGNE

L'Espagne vota le 16/2/36; le front populaire triompha, il obtenait un peu plus de 4 millions de voix et 269 députés; le bloc de droite : 3,8 millions environ et 202 députés. Les réformistes gagnaient les élections après une période d'intense agitation ouvrière. Insurrection de Barcelone: Janvier 1933 ; insurrection de décembre 33. Le 8/12/33 la moitié de la péninsule était en grève générale, ponctuée de heurts avec les forces de police.

5 octobre 34: affrontement armés à Madrid et en Catalogne. L'insurrection se développa particulièrement au Pays Basque, Catalogne et Asturies. Malgré la formation d'une armée prolétarienne de 40 000 hommes, il y eut une féroce répression.

C'est dans ce cadre de grèves et d'insurrections que le front populaire arrive au pouvoir en 36. La bourgeoisie espagnole avait intérêt à ce qu'un "gouvernement des travailleurs" arrive au pouvoir pour canaliser les luttes révolutionnaires des ouvriers. La gauche était pour les patrons la meilleure façon à cette époque d'éviter une révolution. Du moins le croyaient-ils.

L'union populaire avait gagné en février 36, mais dès juin/juillet, des rumeurs de coup d'état se précisaient. Les attentats se multiplièrent le mois précédant le coup d'état. Celui-ci eut lieu le 19 juillet, mais dès le 13, il était connu des ouvriers espagnols. Ces derniers demandèrent des armes au gouvernement de front populaire. Sans pouvoir en obtenir par cette voie, les révolutionnaires voyaient leurs patrouilles attaquées par la police gouvernementale.

Déjà le gouvernement de gauche trahissait le prolétariat espagnol comme allait le faire plus tard Léon Blum et le front populaire français.

### B - L'EXPERIENCE DU GOUVERNEMENT DE FRONT POPULAIRE - FRANCE 1936

Léon Blum est au pouvoir lorsque se produit l'explosion sociale de 36. (Les élections qui aboutirent à la mise en place d'un gouvernement de front populaire se sont déroulées les 26/4 et 3/5 1936). Occupations d'usines et de grands magasins se généralisent.

Les patrons font appel à Léon Blum pour les mettre en présence des représentants syndicaux, mais ils font croire que c'est le gouvernement de front populaire qui à l'initiative de cette négociation. Pourquoi ?

1: ainsi ils ne montrent pas la peur qu'ils ont face à l'occupation des entreprises;

2: ils renforcent l'autorité gouvernementale et le prestige de L. Blum dont ils ont tant besoin pour remettre les machines des usines en route.

#### \* LES ACCORDS DE MATIGNON : 7 et 8 Juin 36

Ces accords entre les patrons et les représentants syndicaux sous l'oeil bienveillant du gouvernement de front populaire "apportèrent aux travailleurs la reconnaissance du droit syndical, le principe des contrats

collectifs, l'institution de délégués élus, enfin un réajustement des salaires allant de 7% à 15% pour les catégories les plus défavorisées. Le patronat trop heureux de s'en tirer à si bon compte, ne marchandait point sa signature." (D. Guérin) (1). En effet, "pour obtenir l'évacuation des entreprises, dont l'occupation constitue la première violation des principes sur lesquels repose tout l'édifice de la société capitaliste, ils sont prêts à tout admettre, espérant que si la classe ouvrière se contente des avantages matériels immédiats qu'on lui promet, il sera demain possible de lui reprendre par bribes ce qu'on lui aura lâché en bloc sous la menace." (Danos et Gibelin) (2). "Tambour battant, Blum fit entériner par le parlement les conventions collectives et la création de délégués du personnel pour y ajouter deux nouveaux dons de joyeux avènement: la semaine de 40 heures, les congés payés." (Guérin) (1)

#### + LE SENS DE CES FAMEUX "ACQUIS DE 36".

Pour les patrons, les choses sont claires: éviter de se faire foutre en l'air. a/ L'institution du droit syndical. Ne nous méprenons pas. Les patrons ont simplement vu l'avantage qu'ils pouvaient en tirer. Laissons la parole à Léon Blum: "La contre partie - des avantages acquis par les travailleurs - c'était l'évacuation des usines; les représentants de la CGT ont dit aux représentants du grand patronat: "Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrons, mais nous ne sommes pas sûr d'aboutir. Quand on a affaire à une marée comme celle là, il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis c'est maintenant que vous allez peut être regretter d'avoir profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines tous les militants syndicalistes. Ils n'y sont plus pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour exécuter nos ordres.", et je vois encore Monsieur Richemond (président de l'union des industries métallurgiques et mécaniques) qui était assis à ma gauche, baisser la tête en disant: "C'est vrai, nous avons eu tort." (3) Mais les patrons ont tort de s'inquiéter, c'est Thorez lui même (P.C.) qui expliquera le 11 juin aux ouvriers ébahis: "Il faut savoir terminer une grève." (4)

b/ l'augmentation des salaires, les 40 heures, les nationalisations tout en étant octroyées sous la pression des travailleurs en lutte, répondent aux nécessités de la situation économique. En effet, les 40 h permettent de résorber une partie du chômage très important à l'époque. Mais surtout, l'augmentation des salaires peut permettre l'augmentation du pouvoir d'achat qui, favorisant la consommation, peut ranimer momentanément l'économie française de l'époque. Là encore, les explications de L. Blum sont limpides: Les projets de lois déposés... "marquent une intervention déterminée de la puissance publique sur tous les centres nerveux du corps économique pour essayer de les stimuler et de les ranimer. Ils tendent à accroître la masse des revenus consommables c'est à dire à aviver la production par l'augmentation de la demande. Ils tendent à recueillir un pays aujourd'hui anémié, triste et anxieux, le goût du travail, l'ardeur, la confiance en lui même et cette espèce d'allégresse que donne le travail et le bien être" (Discours à la chambre) (5)

c/ la légende de la gauche au pouvoir perd de son intérêt lorsqu'on s'aperçoit que pour l'essentiel son rôle est:

- de canaliser et de dévoyer les luttes ouvrières dans ce qu'elles ont de subversif pour les patrons;
- de profiter de la confiance des travailleurs envers le gouvernement de gauche pour assurer les transformations nécessaires à la survie de l'économie capitaliste. Ces deux points peuvent être encore soulignés par

1) le rôle de Léon Blum: "A ce moment, dans la bourgeoisie et en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on m'attendait, on m'espérait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes,

on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile qu'on espérait plus que dans une sorte d'intervention providentielle; je veux dire l'arrivée au pouvoir d'un homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion pour qu'il lui fit entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force."(6) Pour L.Blum, son devoir est clair: éviter la guerre civile entre patrons et ouvriers.

2)Le plan de nationalisation proposé par la CGT de l'époque: "Seules seraient nationalisées de très grandes industries qui tirent leur nom de -clé- du seul fait qu'elles commandent l'industrie toute entière. Le plus simple est de les énumérer. D'abord les industries extractives, charbonnages, mines de fer, ajoutons y les pétroles. Ensuite la production de l'énergie thermique et hydraulique et encore les transports. Enfin la sidérurgie et peut être ce qu'on appelle la grande industrie chimique. Ceci appelle une remarque: les secteurs cités sont d'une part les secteurs qui ne rapportent plus rien, dans lequel le taux de plus-value est tombé si bas que le grand capital s'en désintéresse: les transports, les industries extractives en sont les meilleurs exemples; d'autre part, les activités de base comme la sidérurgie ou la grande industrie chimique où le capital installé est important, où la part du capital variable est faible et où les nécessités de renouvellement du matériel impliquent des frais très élevés tandis qu'on peut fort bien en cas de nationalisation reporter la réalisation de la plus value dans le secteur de la transformation aussi bien métallurgique que chimique." (Ph; Riviale) (7)

#### \* LA RECUPERATION DES "ACQUIS"

En 1938, Daladier confie le soin à P.Reynaud de tondre le petit peuple par décrets-lois. Il s'agit de renforcer le profit capitaliste: retour à la semaine de 48 h et même 50 h; la semaine des deux dimanches a cessé d'exister. Le climat est alors à la défense nationale. La grève générale du 30/II/38 prévue comme riposte est sabordée par les syndicats. La classe ouvrière vient de se forger un moral de vaincu. Ce moral, toutes les composantes politiques du front populaire (P.C. compris) contribueront à le renforcer pour un long moment en favorisant la réalisation de l'union sacrée de tous les français pour la 2ième guerre mondiale.

Ce survol qui ne prétend pas avoir fait le tour de la question du gouvernement de ce front populaire permet quand même de déchirer le voile de la légende de la gauche au pouvoir.

Le front populaire est un exemple où la gauche a répondu "présente" pour tirer le capital d'une crise à la fois économique et sociale.

#### + Livres ou journaux dont sont extraites les citations :

- (1) "Front populaire: révolution manquée" D. Guérin . Ed. Maspéro
  - (2) "Juin 36" Danos et Gibelin Ed. Maspéro
  - (3) "Léon Blum devant la cour de Riom" déclarations au procès, organisé par le gouvernement de Vichy sur la pression des forces hitlériennes.
  - (4) " L'humanité " du 13 juin 1936
  - (5) " Léon Blum. Le socialisme démocratique; scission et unité de la gauche" Collection médiation Ed. Denoel gonthier.
  - (6) " Le procès de Riom" Maurice Ribet
  - (7) " La légende de la gauche au pouvoir - Front populaire" Ph Riviale Barrot, Borczuk
- autres ouvrages qu'on peut consulter sur cette période:  
+ "Juin 36" G. Lefranc . Collection Archives . Ed Julliard.  
+ "révolutionnaires du front populaire" J.P. Ricoux collection IO/IS

#### C - L'EXPERIENCE CHILLENNE

A travers "l'expérience chilienne", qu'ont été les réalisations de l'union



populaire, et au profit de quelle classe ont elles été ?

#### MESURES ECONOMIQUES PRISES PAR L'Union Populaire:

A - pour contrôler les secteurs clés de la production, l'U.P. (union populaire) a appliqué deux sortes de mesures:

##### 1) les nationalisations:

+ Sur 35 000 unités industrielles, 150 seulement ont été nationalisées (70 nationalisées d'après le ministre de l'économie le 15/12/71); avec dans la plupart des cas indemnisation. Donc plus de 34 000 sont restées dans le secteur privé.

+ En plus des lourdes indemnités versées, le gouvernement a assumé les dettes des entreprises.

+ Pour les mines de cuivre, l'état a versé plus de 735 millions de dollars de dettes.

+ Dans le cas des entreprises de textiles Yarur, l'état décida de payer aux propriétaires une indemnisation de 20 millions d'escudos échelonnés sur 10 ans. Cette somme représente plus du total annuel des salaires de l'entreprise.

2) Le gouvernement a voulu contrôler une partie de ces 150 entreprises en rachetant 51 % de leurs actions (industries mixtes) à des prix élevés pour satisfaire les petits actionnaires. En plus il reprenait à son compte les dettes des entreprises. Son contrôle réel s'avera nul: la comptabilité de ces entreprises se tenait aux USA, cette opération provoqua une nouvelle fuite des capitaux.

B - L'U.P. a favorisée et encouragée le secteur privé.

déclarations: G. Martner (un des responsables de la politique économique de l'U.P.): "Mais plus de 34 000 producteurs du secteur privé continueront à travailler. Dans le commerce, il y a près de 120 000 commerçants, petits et moyens. Nous n'expropriérons qu'un petit nombre de monopoles. Par conséquent continuera d'exister la propriété privée pour les détaillants et le moyen commerce, car nous ne prévoyons pas en ce moment que l'état absorbe tout l'appareil de distribution."

Le secteur privé n'est pas seulement toléré mais encouragé. Le ministre de l'économie fait remarquer que le programme de l'U.P.

"représente les intérêts de classe du prolétariat urbain et rural, mais aussi celui des salariés, des classes moyennes, de la petite et moyenne bourgeoisie; mais toutes ces forces ne sont pas effectivement mobilisées en faveur du gouvernement."

Les dirigeants de l'U.P. ont lancé "la bataille à la production" pour remonter l'économie afin d'assurer un niveau de vie plus élevé à la population chilienne.

Cette "bataille à la production" s'est développée dans le secteur nationalisé. Les produits du secteur d'état étant moins élevés, cela pouvait permettre aux capitalistes des secteurs privé et mixte d'acheter à bas prix les produits du secteur d'état donc de faire plus de profits.

Autre exemple, cité par un fonctionnaire du ministère de l'économie en Août 71: "il était beaucoup plus facile, pour l'état, de contrôler les prix dans les supermarchés des quartiers bourgeois que chez les petits commerçants des faubourgs. Ainsi, ces derniers, profitant de la rareté de certains produits, vendaient 30 ou 40% plus cher que le prix officiel, alors que les super-marchés ne pouvaient dépasser des hausses de 10%. La politique de blocage des prix a permis, durant cette période, aux clients bourgeois de Las Condes de faire d'excellentes affaires."

Les ouvriers de Yarur ont fait remarquer que de fournir de gros efforts pour élever la production conduisait soit à contribuer à accroître les bénéfices des patrons, soit à les indemniser plus rapidement.

En encourageant le secteur privé, l'U.P. encourageait de fait les commerçants, petits patrons et les couches moyennes.

#### COMMENT SE SONT COMPORTEES LES COUCHES MOYENNES ?

+ Les commerçants (secteur distribution) ont bloqué la distribution dans le pays à partir du 20 août jusqu'au 5 novembre 72 puis ont recommencé à

mi-juillet 73 pour montrer leur désaccord avec le gouvernement de gauche et leur soutien à la droite.

Les cadres de nombreuses entreprises lésés par le gouvernement dans leurs salaires (avant l'U.P. ils percevaient en dollars leurs salaires et les changeaient au marché noir) faisaient grèves et tentaient de saboter la production.

+ les commerçants profitaient de la situation économique pour faire plus de profits au détriment des travailleurs. Ces couches moyennes ont appuyé le coup d'état des militaires.

### LE ROLE DE L'ARMEE

"C'est ainsi que nous ne pouvons oublier que les institutions de la défense nationale sont confondues dans leur histoire avec l'histoire même de notre patrie, et que ces institutions de la défense nationale se sont caractérisées par une attitude essentiellement professionnelle respectueuse de la légalité. Le mouvement progressiste chilien est également enraciné dans l'histoire de ce pays et c'est pour cela qu'il y aura toujours un terrain commun entre l'un et l'autre, c'est là le sens profondément patriotique et national qui nous anime les uns et les autres!" (Déclaration de TOHA ex-ministre de la défense 45 jours avant le coup d'état.)

"Notre armée nous l'aimons. C'est le peuple en uniforme."

(Pablo Neruda)

Les mesures prises par l'U.P. : Allende avait été présenté par les partis de gauche à la condition qu'il respecte l'engagement de laisser l'armée autonome.

La loi sur le contrôle des armes qui fut votée par l'U.P. contribua à désarmer les travailleurs

Des postes de l'économie et de l'administration furent accordés aux militaires.

résultat: l'armée au service de la partie la plus réactionnaire de la bourgeoisie chilienne et des USA renverse le pouvoir de l'U.P. le 11/9/73.

### QUEL POUVOIR DE DECISION ONT EU LES TRAVAILLEURS PENDANT LE GOUVERNEMENT D'UP ?

Allende se proposait de donner des responsabilités aux paysans : "Dans ces conseils, au niveau de la commune, de la province et du pays, tous les paysans, à travers leurs organisations, mais aussi les paysans inorganisés, doivent participer à l'élaboration du plan de développement et discuter avec tous les fonctionnaires de tous les problèmes qui les concernent, du point de vue économique, social, du crédit, de la réforme agraire, de l'éducation et de la santé."

Au niveau de l'entreprise est prévu: "un système dynamique de cogestion qui consolide de façon irréversible les bases économiques et sociales."

Qu'en a-t-il été réellement ?

+ Reflexions d'une cinquantaine de paysans au directeur d'une zone: "Plus de promesses, plus de tranquillités, nous voulons des réalisations concrètes ... Dès qu'il s'agit d'obtenir un prêt, nous sommes submergés par la paperasse. ... La terre est prête mais nous n'avons pas reçu les semences qui nous avaient été promises." ... "Nous contestons les décisions prises par l'ingénieur qui a fixé le nombre de gens pouvant vivre sur la terre." Réponse du responsable: "son service avait fait le nécessaire, il n'y avait pour rien, c'était la faute de la banque." Or la banque venait d'envoyer les paysans chez le responsable .....

+ Dans les usines le conseil d'administration comprend 5 représentants élus des travailleurs, 5 techniciens nommés par l'état et un représentant désigné par le président de la république. En fait les 5 représentants des travailleurs étaient 3 des secteurs de la production, 1 du secteur administratif (employé) et 1 représentant du secteur technique (cadre). Au total cela fait 3 ouvriers pour les 11 sièges du conseil d'administration.

Conclusion: En choisissant la voie de la légalité, en faisant croire que le chemin électoral, que la voie pacifique amènerait le socialisme, l'U.P. chilienne avait choisi de fait de laisser le champ libre aux patrons, aux couches moyennes (camionneurs), à l'armée, au détriment des travailleurs. Ce qui a abouti à l'installation du fascisme.

# En guise de conclusion

On ne remporte des victoires que sur son terrain, se battre sur le terrain des élections, c'est se battre sur le terrain de la bourgeoisie. Notre lutte est une lutte anti-capitaliste générale, elle ne se limite pas à une lutte contre les monopoles ou à un changement de personnel politique. Elle vise à la destruction des fondements de cette société; le pouvoir du capital étant celui de l'exploitation et du commandement, elle détruira, abolira le salariat, les structures de hiérarchie et de délégation de pouvoir sans contrôle.

En effet, les élections ne sauraient en aucun cas être favorable à la révolution prolétarienne. Car elle ramènent la bataille sur le terrain de la bourgeoisie. Quand les travailleurs se battent, ils le font collectivement (A.C.) ils ne délèguent leur pouvoir que sous contrôle permanent. Or que font les élections, elles individualisent, elles isolent les travailleurs dans "l'isoloir". Un travailleur isolé ça n'est plus rien.

L'arrivée de la gauche au pouvoir répond aux besoins de la bourgeoisie face à la crise économique et sociale.

D'autre part, le tandem Krivine-Laguillier, en voulant "représenter" les révolutionnaires, en plus de leurs motivations groupusculaires, en plus du fait qu'ils perpétuent l'image du spécialiste politique basé sur la délégation de pouvoir, cautionne donc, renforce l'illusion électorale donc le terrain de la bourgeoisie. Sur ce terrain, en pourcentage électoral, nos deux compères réaliseront donc la fausse évidence : révolution = 2% du pays.

"Il ne faut pas permettre aux réformistes, sociaux-démocrates, ou staliniens de fourvoyer encore les travailleurs, de les conduire au suicide" ... "L'impuissance, la veulerie, la bêtise obstinée des réformistes devant une aussi tragique leçon cocurent et révoltent." C'est ce que déclarait "Rouge" le 16/sept/73 une semaine après le coup d'état chilien. Comment peuvent-ils prétendre (aux cotés de bien d'autres donneurs de leçons) tirer les leçons de l'expérience chilienne, eux qui appellent à soutenir Mitterrand au second tour ?

Nous avons conscience qu'en dépit des échecs répétés de changement par les élections, la grande masse des travailleurs continuera de tenter le coup tout en se disant, parfois, être d'accord avec nous. Nous serons donc en position minoritaire, pour un temps. Mais le rôle des révolutionnaires n'est pas de suivre par opportunisme les masses, influencées aujourd'hui par le social-réformisme, en espérant en récolter le plus possible.

Nous ne cautionnerons pas l'électorisme, nous ne cautionnerons pas l'enjeu actuel !

Gauche au pouvoir = Gérante momentanée du capital.

Nous refuserons d'aller voter,  
Seules les luttes autonomes des travailleurs permettront  
d'instaurer le pouvoir des conseils ouvriers qui vaincront  
les patrons !

GRUPE COMMUNISTE - LIBERTAIRE

LE MANS

Le 1 er MAI 1974